

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Pour que le pire ne soit pas à venir...

Chacun peut le constater, la misère s'étend. Les centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année ne trouvent aucun moyen de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, alors qu'une terre, un toit et un travail constituent le minimum de ce qu'une société doit fournir à ses membres¹. Dans cette perspective, qu'en est-il des orientations de politique économique inscrites dans le Plan national de développement (PND) ? Ses grandes orientations sont-elles susceptibles de répondre aux attentes de la population, en matière de formation et d'emplois, d'infrastructures et de services ?

L'impasse

« Le scénario de croissance table sur les objectifs de croissance suivants : 5,0% en 2015, 7,0% en 2016, 8,9% en 2017, 10,4% en 2018, 10,5% en 2019. Celle-ci serait tirée par l'agriculture, la pêche, les mines, les entreprises franches, le BTP, le tourisme, les transports (et les infrastructures y liées) ». Tels sont les objectifs du PND, dont le coût total est estimé à 18 milliards de dollars US, soit 3,6 milliards par an pendant 5 ans. Mais la capacité d'absorption du pays, disent les économistes, ne dépasse pas 1 milliard de dollars par an, compte-tenu des compétences et des équipements disponibles. Comblé cet écart devrait constituer la priorité du gouvernement.

Un des paramètres du développement veut que le taux de croissance économique soit plus élevé que le taux de croissance démographique ; ainsi, l'économie pourra-t-elle supporter les augmentations de dépenses bénéfiques à l'ensemble des citoyens : santé, éducation, infrastructures, emploi. Or cette croissance a été révisée à la baisse, entre 3 et 3,5% pour 2015. Si la population augmente de 2,9% et la croissance de 3%, l'économie se maintiendra au rythme actuel et ne permettra pas à la population d'échapper à la pauvreté. De plus, une croissance plus rapide est une condition nécessaire mais non suffisante pour l'amélioration des conditions de vie : si elle n'est pas répartie entre tous, elle ne fera qu'accroître les inégalités sociales. Ainsi, le FMI a rappelé que les importantes subventions à la JIRAMA et à Air Madagascar² empêchent le réel dévelop-

1. « Les fameux trois "T", terre, toit et travail pour tous nos frères et sœurs (...) : ce sont des droits sacrés », Pape François à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), 9 juillet 2015.

2. « Pour 2014, les transferts et subventions sont estimés à MGA 797.9 milliards. L'État a versé MGA 460 milliards à la Jirama, MGA 79.6 milliards pour les subventions sur les produits pétroliers, MGA 10 milliards à Air Madagascar et seulement MGA 3.7 milliards à

pement de ces sociétés et, plus largement, le financement des investissements et des mesures sociales bénéfiques au plus grand nombre.

Par ailleurs, le PND privilégie deux types de « zones franches ». Le premier est le modèle AGOA ; l'expérience montre que, même s'il crée des emplois, il ne peut rivaliser avec ses concurrents du marché mondial en raison de facteurs spécifiques tels que l'éloignement des ports et des transports routiers coûteux, l'importation des intrants au lieu d'approvisionnement local, etc. ; les produits malgaches ne deviennent donc compétitifs que si les ouvriers sont sous-payés et astreints à des horaires inhumains³. De plus, les zones franches sont exonérées d'impôts, privant l'État de substantielles recettes, tandis que la faiblesse du pouvoir d'achat distribué aux ouvriers pénalise le marché local. Quant aux « zones économiques spéciales » préconisées par le gouvernement mauricien, il s'agirait, selon la presse de ce pays⁴, de zones extraterritoriales (ports et îles) soumises à des législations étrangères et échappant de ce fait à la souveraineté nationale.

Et les grands travaux tels que la rénovation de l'aéroport d'Ivato n'ont qu'un impact limité sur l'emploi, ils n'élèveront pas durablement le niveau de vie de la population et profiteront aux seules classes aisées. Le gouvernement, par contre, est devenu redevable aux bailleurs de fonds pour la réalisation de ces projets, mais n'est pas redevable aux parlementaires, et encore moins aux citoyens qui devraient en être les premiers bénéficiaires. La priorisation des choix gouvernementaux a plus à voir avec des projets tape à l'œil qu'avec les besoins réels de la population. Ajoutons que les bailleurs de fonds font preuve d'une réserve croissante face à l'instabilité politique et à l'incompétence des dirigeants.

En attendant, la paupérisation et l'insécurité gagnent du terrain. A défaut d'informations de la part des ministères (Population, Santé, Éducation), les chiffres alarmistes proviennent des organisations internationales (UNICEF, OMS) et des ONG. Ils témoignent de la malnutrition infantile croissante, de la dégradation du taux de scolarisation et de l'accès aux soins, et de la diminution de l'espérance de vie. Dans les régions les plus reculées, les services de base ne sont plus assurés ; dans les villes, la mendicité, les petits métiers et l'habitat précaire prolifèrent. La plupart des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) n'ont pas été atteints, plaçant le pays à la traîne de la communauté des nations. Exsangue, la population supportera-t-elle encore longtemps d'être ainsi méprisée et instrumentalisée ? A l'opposé, combien de milliards d'Ariary d'origine inconnue ont-ils été dépensés, alors que la population a manifesté son désintérêt en s'abstenant fortement aux dernières élections ?

Quelle alternative ?

Pendant ce temps, le pays souffre du manque de priorités affichées et comprises de tous, que ce soit du citoyen ou de l'investisseur - et du « bailleur ». *Ho aiza ihany ary isika ity ?* (où allons-nous ainsi ?), se demande le citoyen, mais le gouvernement ne répond rien. Sans priorité, sans vision, il ne gouverne pas. Les ministères font dans leur coin ce qu'ils veulent ou ce qu'ils peuvent, sans cohérence et sans solidarité. Le « bilan 100 jours » en témoigne : objectifs sans am-

titre de subventions en faveur des communes et régions ». Banque mondiale, *Résumé exécutif*, septembre 2015, page 13, note 15.

3. Voir Gyl Dany Randriamasitiana, « L'esclavage moderne des travailleurs. Les entreprises franches à Antananarivo », in Ignace Rakoto et Sylvain Urfer (dir.), *Esclavage et libération à Madagascar*, Karthala-Foi & Justice, 2014.

4. *Défi Media* du 1^{er} mai 2015.

bition, si facilement réalisables que l'autosatisfaction en était choquante pour la population qui n'a pas vu de changement. A l'inverse, l'inauguration pompeuse de réalisations dérisoires et la propagande sur les médias publics ont pris la place de l'art minutieux qu'implique le fait de gouverner.

Parmi les priorités, devrait figurer la décentralisation qui, de manière significative, est la grande absente du PND. Or sans elle, la confiance ne sera pas rétablie avec la classe dirigeante et les citoyens ne se sentiront pas concernés. Dépourvus de pouvoir et de ressources locales, les maires et conseillers municipaux nouvellement élus n'obtiendront des crédits très limités de l'État central⁵ qu'en fonction de leur docilité politique. Cette manière de faire ne pourra que décevoir la population.

Pour sa part, la politique industrielle reste floue. Ainsi, il est difficile de comprendre que ce soit une fondation privée étrangère qui prenne l'initiative de faire définir la politique industrielle du pays par un syndicat d'entreprises. Cette politique devrait se préoccuper en premier lieu du secteur informel. Les sociétés de ce secteur, qui embauche 80% de la main d'œuvre, ne payent ni TVA ni impôts, en dehors du cadre légal, et profitent des services collectifs tout en privant leurs employés des assurances sociales et des droits à la retraite. En second lieu, il importe d'aider au mieux les petites entreprises artisanales et familiales en matière de gestion et de professionnalisation des ouvriers, car ce sont elles qui génèrent le plus d'emplois. Par contre, la démagogie à l'égard des grossistes et autres marchands réfractaires aux factures de leurs fournisseurs et de leurs clients n'a plus à être tolérée. Par ailleurs, pour retenir les jeunes cadres compétents, qui trouvent de meilleures conditions de travail et de rémunération à l'étranger, les grandes entreprises les payent désormais en euros ou en dollars, sur des comptes ouverts à l'étranger. Cette politique d'incitation financière illégale peut être efficace à court terme ; à long terme, elle portera atteinte à la santé financière des entreprises concernées.

Cette situation témoigne de l'absence de toute politique des revenus. Comment faire vivre une famille avec un salaire mensuel minimum de 133.000 Ariary, soit environ 35 euros, sachant en outre que la plupart des travailleurs sont payés en dessous de ce seuil légal et que les cotisations sociales et de retraite ne sont pas versées (à commencer par les sociétés d'État, on l'a vu avec Air Madagascar et l'INSTAT) ? Il est urgent d'engager une revalorisation systématique des bas-salaires : une hausse annuelle, largement supérieure à l'inflation, serait un objectif minimum. Il est urgent de réduire l'écart scandaleux des revenus, l'un des plus importants au monde, qui va au-delà de 1 à 1.000 ! Les dirigeants dans tous les domaines se prélassent dans le luxe, laissant à la population la pratique de l'austérité, sans contrôle sur l'origine de leurs richesses ni enquête du Bianco : qu'en est-il de la loi sur l'enrichissement sans cause (lien entre signes extérieurs de richesse et sources officiels de revenus) ?

Enfin, les paysans sont les victimes les plus nombreuses de ce système. Pénalisés par des routes secondaires non entretenues, agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ne peuvent plus survivre avec les prix consentis pour leurs produits par des collecteurs sans foi ni loi. Ne pouvant payer la scolarité de leurs enfants là où existent des écoles ni se soigner là où existent des CSB, souvent dépouillés de leurs meilleures terres par la spéculation foncière, ils fuient la campagne et augmentent le nombre des laissés pour compte dans les villes. Pour éviter cette voie sans issue, la solution réaliste serait de promouvoir l'agriculture et l'élevage familial par la formation (SRI, etc.), par le crédit pour l'achat d'intrants et de petit

5. Soit MGA 3,7 milliards en faveur des communes et régions. Voir la note 2.

matériel, par une augmentation régulière du prix d'achat des produits agricoles, et par l'entretien des routes de desserte dans les campagnes.

Le libéralisme sauvage est au pouvoir dans la Grande Île, où la plupart des biens de consommation sont importés alors qu'on pourrait les fabriquer sur place. Une infime minorité domine les secteurs économique et politique, pour conserver ses intérêts et ses avantages, tandis que la grande majorité de la population s'enfoncé dans un dénuement total. Cette voie, qui bloque le développement de Madagascar, débouchera sur des situations explosives et incontrôlables. Ce jour-là, il sera trop tard pour se lamenter.

Antananarivo, 12 septembre 2015